



# LETTRE OUVERTE AUX GUADELOUPÉENS

L'eau en Guadeloupe :  
le temps des décisions collectives

Chères Guadeloupéennes,  
Chers Guadeloupéens,

Ouvrir son robinet et ne rien voir couler.  
Attendre des heures, parfois des jours.  
Organiser sa vie autour des tours d'eau.  
Acheter de l'eau pour boire, cuisiner, se laver.

Vous le savez mieux que personne, **cette situation est indigne de notre territoire et elle ne peut plus durer.**

L'eau n'est pas un privilège. **C'est un droit fondamental.**

Face à cette crise, il ne suffit plus de commenter, d'expliquer ou de renvoyer les responsabilités. **Il faut décider. Il faut agir. Et surtout, il faut agir ensemble.**

**C'est pourquoi j'ai décidé de convoquer, au mois de juin prochain, le Congrès des élus de Guadeloupe, entièrement consacré à la question de l'eau.** Tous les pouvoirs publics y seront appelés : État, communes, intercommunalités, Département, Région, parlementaires.

Ce rendez-vous ne doit pas être une réunion de plus.

Ce doit être un moment de vérité, de responsabilité et surtout d'engagement.

**Les Guadeloupéens n'attendent pas de nouveaux discours. Ils attendent des réponses claires : quand la situation va-t-elle enfin changer ? Quelles décisions seront prises ? Qui s'engage ? Avec quels moyens ? Dans quels délais ?**

C'est à cela que devra répondre ce Congrès.

Il ne s'agit pas aujourd'hui d'annoncer à l'avance toutes les solutions, ni de figer des choix avant le travail collectif. Il s'agit de créer les conditions d'une décision commune, sérieuse et durable.

Le Congrès devra permettre à chacun de prendre sa part, dans la transparence, avec lucidité et dans le respect de l'intérêt général. Il devra permettre d'apporter des solutions concrètes afin de réduire :

- le coût de fonctionnement du SMGEAG,
- le financement de la réparation des réseaux
- et d'assurer l'équilibre financier du Syndicat.

Un réseau d'eau ne peut pas être réparé sans ressources.

**De notre côté, nous prenons nos responsabilités. Le Conseil départemental est prêt à investir 150 millions d'euros pour réparer le réseau et mettre un terme aux tours d'eau** en commençant par réparer les fuites, qui représentent une perte scandaleuse d'eau et d'argent chaque jour,

Mais la seule contribution du Conseil départemental ne suffira pas. C'est pourquoi ce Congrès devra aboutir à une mobilisation de toutes les institutions : le Conseil régional, les EPCI, les communes et l'État. Chacun doit mettre la main à la pâte. Il n'y a pas d'autre chemin.

Dans le droit fil de l'intervention du Président de Région lors de la dernière CTAP, nous proposons aussi une solution concrète pour alléger les charges du SMGEAG, dont la masse salariale pèse lourd sur ses finances : 80 agents seraient accueillis et répartis entre les communes, les EPCI, le Département et la Région. Aucun emploi supprimé. Aucun agent abandonné. Juste une solidarité entre institutions publiques, au service du redressement.

L'eau ne peut pas être un sujet partisan. Sa gestion impose que nous fassions preuve de solidarité, de responsabilité collective. Elle exige le travail commun des institutions, des élus, du syndicats et des abonnés.

**Ce combat dépasse les clivages politiques. Il concerne chaque famille, chaque commune, chaque entreprise, chaque génération.**

**Il exige du courage, de la sincérité.**

La Guadeloupe a les ressources, les compétences et les institutions nécessaires pour sortir de cette crise. Ce qu'il faut désormais, c'est une volonté collective forte et assumée.

Je souhaite que ce Congrès soit suivi par tous, car il nous concerne tous directement. Les décisions qui y seront prises engageront l'avenir de notre territoire.

Ce n'est pas seulement l'affaire des élus et de l'Etat.  
Ce n'est pas seulement l'affaire du SMGEAG.

C'est l'affaire de toute la Guadeloupe, de tous les Guadeloupéens.

Nous devons transformer l'indignation en action, la lassitude en mobilisation, et la crise en solution durable.

**Je prends ma part.**

**J'appelle chacun à prendre la sienne.**

Pour que demain, enfin, l'eau redevienne ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : un service public fiable, digne et respectueux de chacun.

**Ensemble agissons pour l'eau, maintenant.**



**Guy LOSBAR**  
Président du Conseil  
Départemental de la Guadeloupe  
Président du congrès